

Patricia Rodríguez González

Jesús Díez Alcalde*

Les “fausses Ecoles Coraniques” et
la tragédie de l'exploitation
d'enfants en Afrique Occidentale et
Central

[Visitez le site Web](#)

[Recevoir la newsletter](#)

Les “fausses Ecoles Coraniques” et la tragédie de l'exploitation d'enfants en Afrique Occidentale et Central

Abstract :

Depuis la progressive pénétration de l'Islam au sud du désert du Sahara à partir du XI^e siècle, les écoles coraniques traditionnelles sont devenues des voies fondamentales pour la diffusion et l'enseignement de la doctrine islamique. Cependant, l'émancipation du pouvoir colonial, les migrations internes aux grandes villes et les crises économiques ont transformé ces centres de formation religieuse en Afrique Centrale et Occidentale. Beaucoup de ces centres sont devenues des “fausses écoles coraniques”, assurées par de maîtres présumés qui sous le prétexte et l'usurpation de l'Islam, soumettent ses élèves aux plus infâmes abus tout en permettant et en facilitant quelques fois le recrutement, par différents groupes violents, même de groupes djihadistes. L'implication du pouvoir politique, des leaders religieux et de la société civile avec un engagement plus fort de la communauté internationale est indispensable pour faire face à cette tragédie qui touche directement des milliards d'enfants, mais aussi la sécurité et le progrès dans ces vastes régions africaines.

Abstract:

Since the progressive penetration of Islam to the south of the Sahara Desert, the traditional Quranic schools have become a fundamental channel for spreading and teaching Muslim doctrine. However, the emancipation of colonial power, internal migrations to cities and the continuing economic crisis were changing these centers of religious formation in Central and Western Africa. Many of them have turned to “false Quranic schools” led by presumed teachers who, under the pretext and the usurpation of Islam, bring under their pupils to the most brutal abuses or allow them to be recruited by armed groups, including jihadist militias. The involvement of political power, religious leaders and civil society, together with a greater commitment from the international community, will be necessary to face this tragedy that not only affects directly hundreds of thousands of children, but also has repercussions on security and progress of this wide African region.

***NB** : Les idées exprimées dans les **Documents d'opinion** sont responsabilité de leurs auteurs, sans refléter nécessairement, l'opinion du IEEE ou du Ministère de la Défense.

Mots clés :

“Fausses écoles coraniques”, *marabouts*, *talibé*, Afrique Centrale et Occidentale et exploitation d’enfants.

Keywords:

"False Quranic schools", marabouts, talibé, Central and West Africa and child exploitation.

Introduction: L'Islam et l'enseignement coranique en Afrique de l'Ouest et Centrale

Au début du XI^e siècle, la progressive pénétration de l'Islam a commencé au sud du dessert du Sahara. Les marchands arabes (sufis) et berbères du nord de l'Afrique sont entrés dans le Sahel à travers des réseaux commerciaux en cohabitant avec les sociétés traditionnelles. Graduellement, ils ont implanté une interprétation et une pratique de la religion islamique flexible avec les coutumes locales. Au long des siècles, les successifs empires qui portaient le pouvoir en Afrique Occidentale ont adapté ses croyances ancestrales à une nouvelle religion qui commençait à pénétrer dans les couches populaires. Néanmoins, c'est au XX^e siècle –et comme réaction à la colonisation européenne, qui voulait implanter ses propres croyances religieuses- que l'Islam connaît une expansion sans précédents en Afrique Occidentale.

La religion musulmane est devenue en ce moment un élément de revendication populaire qui, aidé par une importante croissance démographique, a motivé l'augmentation du nombre de mosquées et des écoles coraniques en même temps qu'elle imprégnait fortement les domaines politique, économique et social. L'éducation et la culture musulmanes –déposées dans les écoles et les centres spirituels islamiques- ont augmenté leur prestige entre les populations réticentes à adopter les nouvelles pratiques éducatives occidentales, basées sur l'idéologie chrétienne.

À l'époque, les centres éducatifs islamiques –la plupart basés sur la doctrine sūfi malékite- se sont adaptés aussi à la nouvelle situation politique et sociale. Depuis leurs sièges consolidés en milieu rural ils se sont ajoutés au processus de migration vers les villes, ce qui dans certains cas a déclenché -comme dommage collatéral- la perversion des méthodes d'enseignement dans des "fausses écoles coraniques" par des usurpateurs de la religion.

Dans la pratique, en Afrique de l'Ouest cohabitent aujourd'hui un amalgame varié d'écoles coraniques avec distinctes formes d'organisation et d'enseignement ainsi qu'avec différents degrés d'acceptation social. Ces centres, les maîtres et les élèves reçoivent différents noms selon les pays et selon leur appartenance aux différentes cultures prédominantes dans chaque zone. Ces centres sont aussi éloignés par le type de formation qu'ils enseignent que par le traitement humain qu'ils infligent à leurs

élèves. Concernant leur dénomination, les écoles coraniques reçoivent, entre autres, le nom de *daara* –qu’en langue wolof, veut dire école– ; *makaranta* –en haussa signifie le lieu pour apprendre et réciter– ; ou *madrassa*, qui signifie lieu d’étude en arabe.

De son côté, *talibé* –qui provient du mot arabe *ṭālib* : élève ou disciple– est le terme plus utilisé pour nommer les enfants qui mendient dans la rue au bénéfice de leurs maîtres, mais ce n’est pas sa seule signification. En fait, l’utilisation de ce terme est plus correcte pour nommer les étudiants musulmans de n’importe quel genre d’école coranique ou les disciples d’un grand maître religieux. Au Nigeria, ces enfants sont appelés avec le nom d’*almajiri* (de l’arabe *almuhajirun*), que littéralement veut dire « celui qui abandonne la maison à la recherche de connaissance » ; tandis que *garibou* est le terme plus employé au Burkina Faso et dans certains lieux du Mali.

En ce qui concerne les maîtres qui dirigent ces écoles et qui ont la responsabilité totale sur la formation et la vie des enfants à leur charge, ils ont comme nom courant *marabout*. Ce nom, qui provient de la période précoloniale, a été vulgarisé et souvent décrié pendant la colonisation française. Dans l’actualité, il y a beaucoup de maîtres qui rejettent cette dénomination et préfèrent être nommés avec d’autres termes plus prestigieux. On trouve le nom *alpha* au Bénin et en Guinée, *seriñ* au Sénégal, *mobbo* au Mali, *karasamba* au Burkina Faso, *mallam* au Nigeria, *karamoko* en Sierra Leone ou, en général, *cheikh* en langue arabe. Ces appellatifs veulent dire maître, leader, ou bien guide spirituel ; bien que –de nouveau- sont utilisés pour nommer les illustres et respectables leaders religieux ou maîtres ainsi que les “faux maîtres coraniques”, qui utilisent de façon illégitime ces élèves pour la mendicité forcée et d’autres formes d’esclavage.

Sans doute, le fait que -indépendamment de la façon d’éduquer leur élèves- tous ces maîtres reçoivent les mêmes titres, prête à confusion, empêche de faire la différence entre ceux qui exercent un enseignement honnête de ceux qui maltraitent les enfants en utilisant comme instrument la religion et rendre très difficile la poursuite de cette répandue attaque à la dignité des enfants. En fait, même si d’habitude ce n’est pas facile de parler ouvertement sur les “fausses écoles coraniques”, il y quelques *marabouts* qui osent dénoncer les mauvaises pratiques de leurs homologues : « L’enseignement islamique s’oppose frontalement au fait d’envoyer les enfants dans la

rue et les forcer à mendier –dénonce le marabout sénégalais Aliou Seydi à *Human Rights Watch*– »¹.

Cependant, loin des termes employés pour nommer les impliqués dans les différents projets éducatifs –fondés, comme pierre angulaire, sur la mémorisation du Coran par cœur–, leurs distincts modèles de fonctionnement et leurs inégales pratiques internes, se répètent sur l’ensemble du territoire d’Afrique Occidentale et Centrale, ce qui rend encore plus difficile l’identification des “fausses écoles coraniques”. Pour cette raison et pour prévenir une analyse gâchée il est impératif d’éviter toute généralisation sur les dizaines de milliers d’écoles coraniques que cohabitent aujourd’hui dans ces régions ; et moins encore sur leur enseignement –religieux et formatif– ainsi que les conduites des maîtres envers leurs *talibés*.

Avec ces paramètres, l’analyse veut cibler et dénoncer un inquiétant phénomène qui a produit et produit des victimes de traite interne et internationale, d’esclavage, et parfois de recrutement forcé par le djihadisme. A partir d’une étude sommaire sur l’expansion de la religion islamique au sud du Sahara et de comme elle est devenue la croyance majoritaire dans l’Afrique Centrale et Occidentale, ce travail met l’accent sur les “fausses écoles coraniques” génératrices d’un considérable et vague réseau d’exploitation des enfants. Pour terminer, ce travail propose –d’un façon aussi sommaire– des solutions à cet alarmant phénomène social, avec la conviction sur l’urgence de l’adoption de mesures conjointes : les États africains concernés, les autorités religieuses, la société civile et la communauté internationale, pour faire face à cet énorme défi.

Les écoles coraniques : propagation et enseignement de l’Islam.

Sur les origines de l’enseignement islamique en Afrique de l’Ouest il y a très peu de sources documentaires au-delà de la coutume populaire transmise de génération en génération. La plupart de cet héritage historique est composé des transcriptions des

¹ “Off the Backs of the Children”. *Forced Begging and Other Abuses against Talibés in Senegal*. *Human Rights Watch*, 2010. Cette analyse, basée au Sénégal et Guinée Bissau, est fondée par de témoignages de centaines de *marabouts* et *talibés*, sur de noms fictifs pour garantir leur sécurité. Disponible sur : <https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/senegal0410webwcover.pdf>. Date de consultation: 12/03/17.

récits chantés jusqu’à nos jours par les *griots* : chroniqueurs de l’histoire ou dépositaires de la tradition orale.

Même si le début de l’expansion de la religion islamique en Afrique Occidentale a eu lieu avec l’Empire du Ghana (750-1068) –dans la vallée du fleuve Sénégal–, elle n’a commencé véritablement à prendre de l’ampleur politique et sociale qu’avec la conversion des premiers souverains de l’Empire du Mali (1235–1546) à un Islam encore naissant. Sous le règne de Kankan Moussa –premier roi musulman vraiment dévot, qui avait dirigé l’empire du 1280 au 1337–, Tombouctou et Gao sont devenus d’importants centres commerciaux, culturels et surtout de spiritualité islamique, due en grande partie à la prolifération de mosquées et *madrasas*. Après l’écroulement du règne du Mali, la dynastie Askia de l’Empire de Songhaï (XVe et XVIe siècles) – avec sa capitale à Gao– avait promu la renaissance culturelle basée sur la foi islamique, avec la construction d’universités et de centres d’études islamiques par tout le territoire, renaissance avec laquelle la religion musulmane aurait été répandue entre toute la population locale en même temps que cela provoquait une profonde réforme sociale.

Plus à l’est, l’Empire de Kanem-Bornu (XIVe et XIXe siècles) avait développé un système organisé d’éducation basé sur les écoles coraniques, qui ont servi à la propagation des principes, des valeurs, de la jurisprudence et de la théologie islamiques. Pendant son apogée, ce royaume s’est étendu sur l’actuelle Libye, le Tchad, le nord-ouest du Nigeria, l’est du Niger et le nord du Cameroun. Avec l’expansion de ses territoires, l’Islam aussi aurait atteint un grand essor politique et social.

Toutefois, l’histoire précoloniale plus récente (du XVIIe aux XIXe siècles) accorde aux djihads peulhs et toucouleurs –aux peuples *haal pulaar*– un lieu privilégié dans l’établissement des fondements du système d’enseignement traditionnel de l’Islam qui perdure jusqu’à nos jours. Les Califats du Fouta Djallon, Fouta Toro, l’Empire du Macina, le Califat de Sokoto et des autres plus petits comme Fouladou, Bundu et Khasso –tous de culture peulh ou fulani–, ainsi comme le grand djihad militaire entrepris par l’Hajj Omar, ont contribué à l’expansion et l’établissement définitif de la *tasawwuf* (sufisme) à travers la multiplication d’écoles coraniques par tout le territoire de l’Afrique Occidentale et une partie de l’Afrique Centrale.

Traditionnellement, les sièges spirituels plus importants (Tombouctou, Djenné, Ségou, Mopti, Nioro, Bandiagara ou Kaolack) abritent des centres d’études, la plupart appartenant à une ou autre branche du sufisme (*tariqa*), dirigés par des maîtres coraniques à qui les familles confient l’éducation de leurs enfants. Dans ces écoles, les élèves, s’imprègnent des connaissances sur la culture islamique : depuis l’écriture, la langue et grammaire arabes, jusqu’à l’apprentissage par cœur des versets du Coran et les préceptes de la Sunna (jurisprudence, règles morales, civiques et vie religieuse), entre autres sciences islamiques². Selon l’école, la formation avait différents niveaux éducatifs, que pas tous les élèves poursuivent. Quelques-uns n’étudient que le Coran et certains de ses enseignements, autres disciples seraient initiés dans la voie mystique du sufisme pour, finalement, devenir des maîtres.

Au fil du temps, cet enseignement a acquis un énorme prestige social et sa particulière importance a perduré jusqu’à nos jours. Cependant, la structure des écoles coraniques et la formation et l’enseignement qu’ils dispensent a souffert un important développement du, entre autres facteurs, à la prolifération de différentes sortes de maîtres avec des niveaux inégaux de connaissance, à la conjoncture économique, aux migrations ou à l’imbrication de la religion avec le pouvoir de l’État et les politiques publiques.

C’est pourquoi, aujourd’hui nous trouvons dans une grande partie d’Afrique Subsaharienne –Centrale et Occidentale– un prodigieux amalgame d’enseignements islamiques, qui varie selon le devenir historique du pays ou l’insertion de l’Islam dans sa population. En fait, à partir des années 50, un autre facteur réformateur aurait été la pénétration dans le continent africain d’autres courants islamiques du sunnisme – spécialement le salafisme et le wahhabisme– et du chiisme. Néanmoins, loin de changer la structure éducative traditionnelle, les deux branches –sunnisme et chiisme– sont rentrées en concurrence, toujours latente, pour gagner le soutien du pouvoir politique et la confiance des sociétés africaines.

Sur l’enracinement social de ce système éducatif, si bien il est toujours nécessaire une connaissance plus approfondie, son entité numérique, son extension territoriale et son

²Bâ Amadou, H. *Vie et enseignement de Tierno Bokar. Le Sage de Bandiagara*. Éditions du Seuil, Paris, 1980.

impact dans tous les domaines –politique, social, culturel et économique– sont énormes de même que son influence dans le devenir des régions d’Afrique Occidentale et Centrale. Par exemple, pour montrer un peu l’ampleur de ce model éducatif, voyons le Niger où il y a plus de 40.000 écoles coraniques³, ou encore le Burkina Faso⁴ avec plus de 7.500. On ne peut pas toutefois étalonner –dans sa juste mesure et en toute son ampleur– ses implications et sa portée sociale. Une des raisons est, entre autres, l’inexistence de recensements fiables dans les pays où se rassemblent ces centres ainsi que la complexité pour connaître les méthodes d’enseignement et les conditions de vie des enfants et des jeunes dans chaque centre.

Aujourd’hui, perdurent –et sont majoritaires– les écoles dans lesquelles l’instruction est basée sur l’apprentissage par cœur du Coran : nommé enseignement traditionnel. Cependant, dans beaucoup des cas l’éducation islamique cohabite avec une formation séculaire –c’est le cas des écoles franco-arabes ou medersas, dans les anciennes colonies françaises et des écoles anglo-arabes, dans les anciens colonies britanniques– ou avec l’apprentissage d’un métier. De même, on trouve les deux systèmes conjugués de façon parallèle : des enfants musulmans assistent à l’école officielle et en même temps reçoivent une formation religieuse à l’école coranique. Pour conclure, il y a autres centres présumés éducatifs qui feront l’objet de la présente analyse : “les fausses écoles coraniques”, où les enfants souffrent des violations systématiques de tous leurs droits.

Instrumentalisation de l’enseignement islamique : un prétexte pour l’exploitation des enfants

Comme nous l’avons indiqué plus haut, il serait injuste associer tout le système d’éducation religieuse aux pratiques abjectes de certains maîtres -même si on les compte par milliers– qui ont fait de leurs écoles des centres de mendicité, de maltraitance et d’exploitation des enfants, ainsi que, comme il a été constaté par diverses sources, de recrutement par des groupes violents de tout genre. Une

³ Gandolfi, S. L’enseignement islamique en Afrique noire, Cahiers d’études africaines, 2003. Disponible sur : <http://etudesafricaines.revues.org/199>. Date de consultation : 30/01/17.

⁴ Moussa, D. *Education : 7.502 foyers coraniques recensés au Burkina*.Lefaso.net, 23/03/13. Disponible sur <http://lefaso.net/spip.php?article57206>. Date de consultation : 24/01/17.

dégénération du système éducatif qui a commencé à s’étendre vers la fin du XXe siècle : quand il a commencé à proliférer une nouvelle sorte d’école qui voulait être associée à l’enseignement traditionnel, mais qui en réalité était promue et dirigée par de faux maîtres coraniques, qui utilisaient la religion islamique pour entreprendre une détestable affaire.

Dans leurs origines, les écoles traditionnelles, normalement basées au milieu rural, étaient gratuites. Pour garantir leur subsistance, les *marabouts* se finançaient à travers les donations de la population et du travail de leurs talibés dans le champ : les revenus leur servent à maintenir la formation et le soutien de leurs talibés. En plus, les élèves interrompaient deux o trois fois par jour leurs études pour demander aux voisins de la nourriture, quelque chose que ne produisait aucun rejet social car cela était interprété comme un besoin pour inculquer le précepte coranique de l’humilité en même temps que promouvait les liens de solidarité communautaires. D’un autre côté, les déplacements des jeunes aux grands centres d’enseignement étaient habituels : puisque, dès le début de l’Islam, les migrations pour la recherche de la connaissance étaient un signe distinctif de prestige et de bonne formation islamique.

Toutefois, l’exode rural, les conflits armés, les crises économiques, les sécheresses, ou l’urbanisation accéléré après les processus d’émancipation de l’Afrique, ont provoqué au fil des années, le début de la perversion d’un système éducatif traditionnel largement soutenu et reconnu par la société. Face aux difficultés pour survivre dans certaines zones rurales, plusieurs maîtres se sont vus forcés à émigrer vers les villes où, à cause de la disparition des liens communautaires, ils ont commencé à obliger leurs élèves à mendier. Grâce aux bénéfices économiques qui en résultaient de cette activité, plusieurs écoles se sont installées de façon définitive dans plusieurs capitales.

C’est ainsi comment une quantité massive d’écoles coraniques, devenues des centres d’exploitation, ont commencé à proliférer, où de milliers d’enfants –âgés d’entre 5 et 7 ans– sont remis par leurs parents, comme autrefois, a un maître connu auquel ils confiaient pas seulement leur formation religieuse, sinon aussi leur vie: « comme il est coutume au Sénégal –souligne l’islamologue Thierno Kâ–, lorsqu’un individu crée une école arabo-islamique traditionnelle ou s’il retourne chez lui après les études, ses

parents comme ses amis lui confient de petits élèves pour qu’il leur enseigne le Coran»⁵.

En règle générale, une fois que les soi-disant maîtres recrutent leurs élèves, leurs vies sont abandonnées au sort de leur nouveau tuteur, loin de l’alentour familial et de leurs localités d’origine. Alors commence l’enfer pour ces enfants. Aujourd’hui des milliers des *talibés* sont obligés à mendier pendant des journées de plus de 10 heures, ce qui ébranle considérablement leur capacité d’apprentissage, encore plus quand ils n’apprennent pas la langue arabe : « Je récite mieux les mots pour demander de l’argent que les versets que je ne peux pas traduire »⁶. Ce déficit éducatif est dû, dans une large mesure, au fait que la plupart de ces maîtres sont complètement analphabètes. A titre d'exemple, au Burkina Faso, seulement le 34% des maîtres coraniques sont capables de lire et écrire⁷.

Abandonnés aux rues des grandes villes comme Dakar, où la dimension de ce drame est notable (le nombre d’enfants obligés à mendier au Sénégal est estimé à 150.000)⁸, les *talibés* se nourrissent du peu qu’ils peuvent obtenir à travers les aumônes et, à la fin de chaque journée, ils doivent fournir la quantité d’argent stipulée par leur *marabout*, qui peut varier selon la zone entre environ 200 et 600 francs CFA (entre 0,30 € et 0,91 €). S’ils n’arrivent pas à le faire, ils seront soumis à des sévères punitions physiques et psychologiques, même s’ils sont malades : « Si je disais au *marabout* que j’étais malade et que je ne pouvais pas aller mendier –évoque un ex *talibé* de 13 ans– il m’amenait dans une pièce pour me frapper, de même quand je ne lui amenais pas la quantité fixée »⁹. Il a été conçu, de cette manière, l’éclosion d’une fructueuse affaire, qui a fait de la religion islamique un moyen pour cacher un réseau complexe d’exploitation, de traite et d’esclavage des enfants.

La plupart des familles de ces “étudiants” viennent du milieu rural. D’habitude, elles ont de nombreux enfants, leur condition est humble, elles sont illettrées et n’ont pas assez

⁵ Kâ T. *École de Nidiaye-Nidiaye Wolof. Histoire, Enseignement et Culture arabo-islamiques au Sénégal (1890-1990)*. Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 2009.

⁶ Nourou Mbodji, S. *A mes frères de rues*. L’Harmattan, Paris, 2007.

⁷ *Education : 7 502 foyers coraniques recensés au Burkina*. Op. cit.

⁸ *Plus de 150.000 enfants-mendiants recensés au Sénégal dont 60.000 à Dakar*. *Dakar-Echo.com*, 18/06/16. Disponible sur: <http://www.dakar-echo.com/plus-de-150-000-enfants-mendiants-recenses-au-senegal-dont-60-000-a-dakar/>. Date de consultation: 18/12/16.

⁹ “Off the Backs of the Children”. Op. cit.

de moyens de subsistance. En même temps, elles ont une croyance profonde à ce que la formation avec les *marabouts* est bonne pour l’avenir de leurs enfants. Pour ces raisons, et à cause de l’incapacité des familles de payer l’éducation de leurs enfants, le manque de financement est devenu le meilleur prétexte pour la préservation du business du “faux maître” : sans rémunération, la mendicité c’est le seul moyen de subvenir aux besoins “d’éducation et de subsistance”. Cependant, ce n’est pas toutes les familles qui méconnaissent ce qui arrive à leurs enfants. Des fois, quand les enfants échappent et retournent chez eux, les parents les obligent à retourner conscients du dommage auquel ils continueront à être soumis; en d’autres cas, les mêmes familles reçoivent de l’argent collecté par leurs enfants. Cette réalité entrave plus la possibilité de finir avec le fléau :

« Il y a une énorme difficulté pour arrêter ces trafiquants –souligne Mody H. Ndiaye, de la Cellule Nationale contre la Traite de Personnes au Sénégal– car il s’agit la plupart de fois d’un connu ou un proche de la famille. Des fois, les familles perçoivent de la part des *marabouts* une partie des bénéfices obtenus par la mendicité de leurs enfants »¹⁰.

D’un autre côté, la plupart de ces écoliers sont migrants dans le pays ou en dehors, ce qui rend ardu leur suivi et provoque le déracinement de beaucoup de *talibés* qui, des fois, perdent même la notion de leurs origines. Les transferts les plus importants se produisent pour des raisons saisonnières, surtout dans la saison sèche, avec l’interruption des travaux champêtres. Dans la saison de récolte, les enfants retournent pour travailler dans le champ du maître, de leurs parents, ou parfois, ils sont “loués à un tiers”, comme il arrive dans certains lieux comme la Sierra Leone.

En plus des déplacements du milieu rural aux villes, les “fausses écoles coraniques” déménagent souvent à l’intérieur des mêmes localités quand elles sont expulsées des emplacements qu’elles occupent de façon illégale. À Dakar, par exemple, beaucoup de ces écoles se trouvent dans des maisons inachevées, jusqu’à ce que les propriétaires ne reprennent les travaux de construction et expulsent le *marabout* avec ses *talibés*.

Pour conclure, ils font aussi d’importants déplacements transnationaux. Dans la région de Dakar le 50% des *talibés* qui mendient proviennent de la Guinée, la Guinée Bissau,

¹⁰ Communication personnelle. Dakar (Sénégal), novembre 2016.

la Gambie et le Mali¹¹; dans le nord du Bénin, croulent les enfants provenant du Niger, du Nigeria et du Burkina Faso, au Togo du Burkina Faso ou dans le nord Cameroun on peut trouver plusieurs enfants provenant du Tchad ou du Nigeria.

Ce sont les variantes plus habituelles de ces migrations forcées, qu’on peut trouver sommairement représentées dans la carte suivante.



Pays avec présence de mendicité forcée et mouvements transnationaux (maîtres coraniques avec talibés). *Élaboration propre*

De l’esclavage au recrutement forcé par des groupes armés

L’absence de scrupules de cette sorte de *marabouts* ne finit pas par le dommage souligné: il y a des évidences du recrutement de ces enfants démunis –depuis les “fausses écoles coraniques”– par différents groupes armés, par de milices et de groupes djihadistes, en collusion, plusieurs fois, avec les maîtres. Une réalité particulièrement présente –comme le Secrétaire General de Nations Unies souligne– dans les pays où régent et s’étendent les insurgences rebelles et le terrorisme djihadiste : « Tous les groupes armés dans le nord Mali, dont Al-Qaida au Maghreb Islamique, Ansar Dine, le MNLA et le MUJAO, ont commis de violations graves contre les enfants (...) dans la plupart des cas ils étaient affectés à des postes de contrôles, ou

¹¹ Wane, M. *Cartographie des écoles coraniques de la région de Dakar*. Ministère de la Justice République du Sénégal, 2014. Disponible sur : <http://cnltp.org/rapport/cartographieaimprimerJuin%202014.pdf> Date de consultation: 11/12/16.

fournissaient des services d’appui lors des combats. Des familles, des imams et des notables locaux auraient facilité le recrutement d’enfants dans des groupes armés. Les enfants confiés à des *marabouts* par leurs parents étaient particulièrement vulnérables et les écoles religieuses servaient souvent de lieux d’endoctrinement et de recrutement»¹².

Dans certains cas, comme il en ressort des informations des médias de Bamako et de Dakar, même les parents –des fois trompés par de fausses promesses– se trouvent impliqués dans le recrutement forcé. C’est comme ça que les enfants rentrent dans une spirale de dégradation humaine d’où, parfois, ils essaient d’échapper sans succès. C’est l’histoire, parmi plusieurs, de Seydou, nommé comme ça par le journal *The Daily Beast*¹³. Après avoir été remis par ses parents à un agent présumé de l’Etat dans le nord Mali à l’âge de 14 ans, il avait fini dans le mains d’un groupe djihadiste, où il avait appris les rudiments du maniement des armes à feu, quand son rêve était en réalité d’apprendre le Coran : « Ils nous ont dit que nous devrions apprendre d’abord à nous protéger avant apprendre autre chose. Nous n’avions pas de choix. Une fois que l’argent est payé, tu n’as pas voix (...) Mois je ne voulais pas être combattant, je voulais seulement recevoir une formation islamique ». Pour échapper, Il s’en est remis à un *marabout* à Tombouctou d’où il avait été trafiqué vers la Guinée Bissau et ensuite à Dakar, une fois là il a commencé à mendier au service d’un “faux maître coranique” : « Bien que je survivais avec la mendicité, au moins ici je ne suis obligé à tuer personne », quelque chose –souligne-t-il- qu’il n’a jamais fait.

Au Nigeria, autre point chaud du djihadisme en Afrique Occidentale, plusieurs enfants deviennent des captifs du groupe Boko Haram ou des milices d’autodéfense dans le nord-ouest du pays : « Parmi les 35 enfants libérés par Boko Haram en mai 2013 – soulignent des analystes universitaires du Nigeria–, quelques-uns ont avoué leur provenance d’une école coranique ; et un parmi eux avait admis qu’ils avaient reçu 30 dollars par espionner, détruire des propriétés et assassiner des non-musulmanes¹⁴. En

¹²Le sort des enfants en temps de conflit armé. Rapport du Secrétaire General de Nations Unies S/2014/339, 15/05/14. Disponible sur http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2014/339
Date de consultation: 12/02/17.

¹³ Obaji JR, P. *Here’s How Terrorists Recruit Africa’s Children* , *The Daily Beast* , 21/01/16. Disponible sur <http://www.thedailybeast.com/articles/2016/01/21/here-s-how-terrorists-recruit-africa-s-children.html>.
Date de consultation: 06/02/17.

¹⁴ «Parmi les 60.000 combattants estimés dans les ranges de Boko Haram, environ el 40% sont des

outre, les *almajiri* –les *talibés* du Nigeria– constituent une voie utilisée pour financer le terrorisme, comme soutient le rapport élaboré par la CEDEAO : « En octobre 2011, les forces de sécurité ont arrêté Mr. K dans le nord-ouest du Nigeria. Pendant les interrogatoires, il avait avoué l’utilisation des *almajiri* par Boko Haram pour obtenir des donations pour financer les activités du groupe terroriste. Ces mendiants, sont positionnés dans de locations stratégiques dans les grandes villes et utilisés comme espions pour le groupe terroriste »¹⁵.

Et après quoi ? L’avenir des talibés au-delà des “fausses écoles coraniques”

La vie de ces enfants devient extrêmement difficile quand ils quittent les “fausses écoles coraniques”. En dépit du vécu, quand ils laissent arrièrè cette étape, beaucoup trouvent la façon de se surmonter, de pardonner et de reconstruire leur vie, comme Ndiaye M., ex *talibé* et aujourd’hui apprenti d’un couturier : « je ne veux pas dénoncer au *marabout* pour ce qu’il m’a fait, je lui ai pardonné. Je préfère me dire à moi-même que ce n’est pas grave »¹⁶. Mais pas tous subissent le même sort. Conscients de sa situation et sans que personne ne leur offre une opportunité meilleure, beaucoup quand ils échappent deviennent “enfants dans la rue” ou trouvent dans la délinquance le seul moyen de survivre : « Nous subissons une augmentation de la criminalité depuis la présence croissante des *talibés* mendiants provenant du Niger dans la région béninoise d’Alibori –reconnais Boni A., sous-officier de la Gendarmerie à Kandi (Bénin). Ces enfants sont exposés à être recrutés par de groupes islamistes présumés radicaux établis dans la zone »¹⁷.

Des autres, ceux qui gardent le souvenir de leurs origines, fuient pour rentrer chez eux, mais pas tous trouvent le support familial, comme *Human Rigths Watch*¹⁸ dénonce : « Beaucoup des *talibés* quand ils fuient et retournent chez eux sont renvoyés par leurs

enfants; et parmi les 10.000 combattants du Civilian Task Force, le 25% » Aghedo, I. y Surulola, J. *From Alms to Arms: The Almajiri Phenomenon and Internal Security in Northern Nigeria*, The Korean Journal of Policy Studies, Vol. 28, No. 3 (2013), pp. 97-123. Disponible sur http://space.snu.ac.kr/bitstream/10371/90897/1/05_Iro%20Aghedo.pdf. Date de consultation: 08/02/17.

¹⁵ *Terrorist financing in West Africa*, FAFT and CEDAO Report, October 2013. Disponible sur <http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/tf-in-west-africa.pdf>. Date de consultation : 12/03/17.

¹⁶ Communication personnelle. Dakar (Sénégal), novembre 2016.

¹⁷ Communication personnelle. Bénin, mars 2015.

¹⁸ “*Off the Backs of the Children*”. Op.cit.

parents chez le *marabout*, malgré qu’ils sont pleinement conscients que leur enfant poursuivra soumis à la mendicité forcée et aux châtements corporels, souvent extrêmes». Par contre, il y a aussi des parents qui dénoncent la maltraitance subie par leurs enfants: « Je n’étais pas content de ce qui est arrivé à mon enfant quand je l’avais envoyé à Dakar –raconte un chef local de la région de Kolda (Sénégal)–. Il n’étudiait pas le Coran et se fatiguait en mendiant. Il souffrit beaucoup et lui a échappé. Il est resté caché pendant quatre ans ... Quand J’ai parlé avec le *marabout* il m’a donné que d’excuses comme quoi mon enfant était devenu un bandit. Un autre *talibé* m’a aidé à retrouver mon enfant. Je n’enverrai plus jamais un enfant chez un *marabout* qui est parti dans la ville ».

Enfin, ceux qui survivent sous la tutelle d’un *marabout*, sont renvoyés quand ils deviennent de jeunes de 16 ou 17 ans. À partir de ce moment-là, ils sortent pour faire face au monde sans avoir acquis plus connaissances que la mendicité et la survie dans la rue, sans parler un mot en arabe et complètement analphabètes : un tableau désolant qui entrave leurs possibilités de construire un projet de vie et qui fait d’eux, dans la plupart des cas, des abats invisibles pour la société. D’autres deviennent les adjoints du maître en s’occupant du fonctionnement de l’école en son absence et de l’encadrement des plus petits, auxquelles ils font subir les mêmes, ou pires, abus qu’ils avaient subi auparavant dans leur propre enfance. Ces assistants, appelés *mgudaara* au Sénégal ou *santarou* au Mali, peuvent devenir aussi des maîtres, ce qui perpétue et accroît cette activité criminelle qui règne déjà dans assez pays d’Afrique Subsaharienne.

Conclusion : un effort commun pour terminer avec la tragédie des enfants.

Une fois présenté le cadre nocif dans lequel vivent plusieurs enfants d’Afrique Occidentale et Centrale, il est essentiel de souligner, en bref, les processus et les acteurs qui doivent être présents dans la complexe solution pour éliminer ce fléau social. Une situation qui ne touche pas seulement les enfants mais aussi la sécurité des pays concernés et de toute ce large et interconnectée sous-région.

Sans doute, la première barrière pour faire face à ce fléau est le manque de connaissance détaillé sur ses dimensions et sa portée réelle. Pourtant, il est ardu de

distinguer entre les plusieurs centres coraniques qui dispensent le vrai enseignement et d'autres qu'en instrumentalisant la religion, poursuivent que des intérêts personnels à travers l'exploitation des enfants. En plus, la seule présence dans ce débat de quelque chose tellement respectable comme la religion islamique, rend compliqué, le fait de parler ouvertement et sans réserve du problème, alors que c'est une condition indispensable si l'on veut aboutir à une solution.

Par ailleurs, il n'existe pas une conscience collective sur le besoin d'éradiquer ce phénomène, les gens continuent habituellement à donner les aumônes aux enfants comme moyen pour obtenir des "bénédictions". Les parents de leur côté, –premiers responsables de la protection des enfants– ignorent dans beaucoup de cas leur souffrance et acceptent la mendicité comme nécessaire pour la survie du maître, avec la conviction qu'en échange il protégera et instruira ses enfants. Quand même, on ne peut pas négliger qu'il y a aussi des parents, comme dénonce *Human Rights Watch*, qui sont pleinement conscients que leurs enfants sont victimes d'exploitation et brimades, en devenant « coupables de négligence et complices de la maltraitance »¹⁹.

Concernant les différents acteurs que doivent s'impliquer en l'éradication de ce problème, nous pouvons parler des autorités nationales qui doivent garantir la protection et l'éducation des enfants, garantie fondamentale pour la prévalence des droits humains de leur population et de l'avenir du pays. D'abord, même s'il existe des normes internes dans certains pays (Sénégal, Togo ou Burkina Faso) qui interdisent la mendicité et qui protègent l'enfant face à n'importe quel type d'exploitation ; il est nécessaire améliorer la législation à cet égard, et de l'appliquer avec fermeté, ainsi qu'amener devant la justice les *marabouts* qui forcent les enfants à mendier ou bien qui sont coupables des vexations qu'ils souffrent. À cet égard, le Gambie c'est le seul pays qui avait expulsé –pendant le mandat de Yahya Jammeh– ces sortes de maîtres hors de ses frontières. En marge de cela, l'Etat doit, avec volonté ferme et à partir d'une profonde connaissance de la situation, réglementer ces écoles, qui en fait aujourd'hui échappent à la législation en matière éducatif ; en plus il doit normaliser les méthodes d'enseignement en vue d'expulser du système les centres qui recourent à la formation

¹⁹"*Off the Backs of the Children*". Ibidem.

religieuse avec le seul propos de développer un réseau criminel dédié à l’exploitation et au trafic d’enfants.

Mais ces changements ne seront viables qu’avec l’appui et l’engagement des leaders religieux musulmans, et la conviction sociale sur la gravité de n’importe quelle sorte de vexation, soumission ou violence faite aux enfants. Face à plusieurs “faux *marabouts*”, qui défendent que la mendicité est importante pour l’éducation moral des *talibés*, doivent prévaloir et s’étendre –avec l’implication des toutes les confréries et les différentes branches musulmanes présentes en Afrique Centrale et Occidentale – les dénonciations comme celle du *marabout* sénégalais Mohamad Aliou Ba : « Je suis très fâché avec ces faux *marabouts* qui exploitent les enfants, qui les forcent à mendier pendant des heures et les maltraitent de façon brutale. Dans le Coran, le Prophète enseigne la courtoisie et le respect mutuel. Les *marabouts* qui ne se conduisent pas selon ces principes, ne servent pas vraiment les principes du Coran »²⁰.

En outre, il faut augmenter les campagnes de sensibilisation basées, d’un côté sur l’obligation de protéger et éduquer les enfants qui se retrouvent tabassés par la mendicité forcée, la maltraitance ou le recrutement des groupes armés; d’un autre côté sur la perversion de ces “fausses écoles coraniques”, où la formation religieuse est un simple vecteur utilisé pour favoriser une affaire criminelle : «Il y a également des faux *marabouts* –reconnait l’ex Premier Ministre sénégalais, Abdoul Mbaye, en 2013– qui profitent de l’existence de cette tradition dans notre pays de l’enseignement du Coran et qui organisent la mendicité des enfants, je dois même dire l’exploitation des enfants»²¹. En même temps, comme propose la chercheur Penda Bâ (Université Gaston Berger de Saint Louis), «il est nécessaire de trouver les moyens pour que la société puisse canaliser l’aumône obligatoire »²² pour éviter que ces donations puissent continuer à favoriser la perpétuation de ce stigmat social. Il est indispensable aussi, avec plus d’engagement de la part de l’État, de prêter attention sur les différentes raisons qui obligent les familles à envoyer leurs enfants à ce type de centres.

²⁰ “Off the Backs of the Children”. Ibidem.

²¹ Abdoul Mbaye annonce “l’interdiction totale” de la mendicité des enfants dans les rues. Dakaractu, 03/03/13. Disponible sur : http://www.dakaractu.com/Abdoul-Mbaye-annonce-l-interdiction-totale-de-la-mendicite-des-enfants-dans-les-rues_a40183.html. Date de consultation : 08/02/17.

²² Communication personnelle. Dakar (Sénégal), novembre 2016.

Pour conclure, la communauté internationale –conduite par Nations Unies– doit approfondir l’analyse de cette calamité sociale, et augmenter la surveillance et la dénonciation d’une pratique méchante au titre de laquelle les plus vulnérables sont victimes: les enfants. On doit travailler aussi ensemble avec les organisations nationales et internationales pour que leur aide ou leur financement ne finisse pas par favoriser les maîtres des “fausses écoles coraniques”, comme on constate dans certains cas, au lieu de bénéficier aux victimes ; et aussi éviter que leurs essentiels projets de sensibilisations dirigés vers les familles et les maîtres tombent dans l’oreille d’un sourd, par la manque d’appui nécessaire de la part de l’Etat et la société. Cependant, seul le véritable engagement et le leadership international pourra faire face à ce complexe défi : un fléau social qui depuis trop longtemps est en train de saper le présent et l’avenir des centaines de milliers d’enfants africains, ainsi que menace de courber les efforts pour promouvoir la stabilité, la sécurité et le progrès dans Afrique Centrale et Occidentale.

i

Patricia Rodríguez González
*Jesús Díez Alcalde**

*NB : Les idées exprimées dans les *Documents d’opinion* sont responsabilité de leurs auteurs, sans refléter nécessairement, l’opinion du IEEE ou du Ministère de la Défense.